

# Chercheur dors !

*Evoluant dans un territoire marqué par une très faible politisation et une non moins faible syndicalisation, le corps professionnel des chercheurs s'était jusqu'à présent illustré par une forte propension à tout accepter sans rien dire. Le mouvement démarré en novembre dernier est sans précédents, de par le succès qu'a connu la mobilisation et le fait qu'elle parte d'en haut – preuves indiscutables du caractère particulièrement alarmant de la situation.*

Le secteur de la recherche est extrêmement fermé compte tenu de la sélection rude, souvent injuste, qui y intervient au terme de longues études. L'évaluation, contestable, s'y fait surtout à travers les publications (selon leur nombre et la renommée des revues où elles paraissent), qui déterminent crédits réguliers et réputation intellectuelle. Les exigences sont toujours plus élevées, menant à des situations où ceux qui jugent exigent des postulants plus de publications qu'ils n'en ont eux-mêmes. A la fac, le mandarinat prévaut, les promotions étant en grande partie déterminées par les rapports personnels. D'autre part, la recherche est extrêmement compartimentée : entre recherches fondamentale et appliquée (1) (l'utilité de la première étant souvent négligée par ceux qui pratiquent la seconde) mais aussi entre sciences dures et sciences humaines. Enfin, la recherche est soumise à une très forte hiérarchisation. Si l'image du savant fou est loin de correspondre à la réalité, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'un corps où le rapport au travail est très particulier. Si certains évoquent une conscience professionnelle forte, on pourrait parler de " *mythe de l'excellence intellectuelle* ", qui entre, selon Isabelle Pourmir (2), dans une stratégie défensive, censée justifier l'absence de vie privée et les mauvaises conditions de

travail. Dépourvus de rémunérations importantes et de réelle reconnaissance publique, les chercheurs n'auraient, selon Jean Thorel (chargé de recherches à Jussieu), que l'ego pour monnaie d'échange. Pourtant, il décrit aussi un plaisir intellectuel très fort, celui d'être étudiant à vie, d'apprendre et de transmettre. Plaisir qui explique peut-être aussi, en partie, un certain enfermement. De fait, Sébastien Kicka (thésard à Orsay) jugerait utile que les chercheurs soient plus transparents sur leurs activités. Selon lui, " *un chercheur doit être capable d'expliquer son travail à n'importe qui, sinon c'est qu'il y a un sérieux problème de transmission du savoir* ".

Les premières manifestations sont le reflet du manque de politisation de la profession. Georges Debregeas, membre de Sauvons la Recherche (SLR), se souvient que " *quelques-uns avaient des blouses, ils marchaient et ils parlaient sciences, c'était un peu mort* ". De manière générale les actions tiennent beaucoup du symbole : *die in*, " enterrement " de la science, baptême de la station Pasteur en " la Rage ". Par la suite, " *on a vu que le gou-*

(1) La recherche fondamentale s'attache au développement de connaissances sans applications précises. La recherche appliquée se sert ensuite de celles-ci pour développer des produits ou des techniques.

(2) in *Jeune chercheur : souffrance identitaire et désarroi social*, L'harmattan, 1998.

(3) Type de CDD généralement effectué après un doctorat, destiné à étoffer le nombre de publication des jeunes chercheurs afin de leur permettre de postuler pour un poste de titulaire.

vernement était tellement con qu'on est revenu à des moyens de lutte un peu plus classiques, un peu plus dignes " note Jean. Les manifestations deviennent plus militantes quand les étudiants et post-doc (3) s'en mêlent, ce qui entraîne en retour la frilosité des statutaires. Ils refusent de rejoindre la lutte des intermittents ou d'aller vers un mouvement plus dur, comme le leur proposaient des organisations telles que SUD ou la CNT.

Le monde de la recherche scientifique est un territoire quasiment vierge de toute lutte, peut être en raison des charges de travail et de la forme singulière que revêt la conscience professionnelle dans le corps scientifique. La dernière mobilisation remonte à 1986 et rares sont ceux qui sont descendus dans la rue en 1995 ou 2003. Sans mémoire des luttes, sans la capacité de se considérer comme une com-

## Sans mémoire des luttes, la profession renforce son cloisonnement.

munauté, la profession renforce son cloisonnement, ce qui ne la prédispose pas à agir. L'ampleur de la mobilisation ne découle pas d'une analyse politique des attaques de la droite, mais tient davantage d'une sorte de bon sens. En témoignent la pétition, signe de mobilisation " morale " plus qu'effective, mais également l'esprit des manifs : tantôt triste à mourir, tantôt musette-tsoin-tsoin.

**On n'est pas cher payé...** Très rapidement, le mouvement est le reflet de ce qui se joue dans les labos, notamment au niveau de la hiérarchisation entre chefs et étudiants. SLR, principalement constitué de chefs, a peu permis aux étudiants de les critiquer. Certains de ses membres, comme Betty Fellenbok (Membre du SNCS, Syndicat national des Chercheurs Scientifiques, FSU) allant jusqu'à proposer : " *Les CDD on n'est pas contre a priori, mais on les voudrait cadrés, comme des années de transition entre la thèse et la*



Photo de gauche. Georges Debregeas, membre de SLR.

Photo de droite. Nicolas Wolff, chercheur statutaire au CNRS.

recherche d'un emploi futur ". Le mouvement s'est pourtant dit altruiste, désintéressé, défendant avant tout les postes pour les jeunes – pour qui il était difficile de durcir la lutte, l'équation gréviste égale branleur prévalant souvent aux yeux des chefs de labo. Les intérêts n'étaient cependant pas les mêmes : si les budgets intéressent tout le monde, en matière d'organisation générale de la recherche, et en particulier d'institutionnalisation de la précarité, rien n'a changé. Cette précarité semble en effet avoir été installée par ceux-là mêmes qui la critiquent aujourd'hui. Les étudiants sont souvent ramenés à un rôle d'exécutants, corvéables à merci (aucune réglementation n'existe sur la rémunération ni le temps de travail), sans protection sociale, seuls exposés aux dangers du travail à la

**10** septembre : Mise en circulation d'un texte intitulé " Le silence des agneaux " appelant les chercheurs à se mobiliser.

**7** janvier : La pétition " Sauvons la Recherche ", signée par plusieurs célébrités de la recherche, est mise en ligne. Elle porte trois revendications : rétablissement des 550 CDI supprimés, annulation des coupes budgétaires et création d'assises de la recherche.

**12** janvier : Claude Allègre menace de s'exiler aux US.

paillasse. Certains labos disent " brûler des étudiants ", les exploitant jusqu'à leur départ en post-doc puis les remplaçant par de nouveaux thésards. Leur rôle économique est déterminant dans la productivité que vante SLR. Ce qui leur vaut une énorme détresse : angoisse de l'échec et de l'avenir (entre autres due à l'inexistence de débouchés, étant donnée l'hyperspécialisation), solitude, dénuement, déception de n'avoir qu'un travail manuel et répétitif, culpabilité. " *Les hors statut font le boulot que les techniciens refusent de faire* ", décrit Pourmir. Les directeurs de labo, eux, touchent une prime de 3 000 euros par an lorsqu'ils acceptent un étudiant. Et les abus sur la signature des articles (le directeur faisant pression sur l'étudiant pour signer seul, par exemple), existent.

De fait, le texte n'est pas à l'image des pétitions que l'on a l'habitude de voir circuler. Dès les premières lignes, la défense de la profession se fait au nom de sa compétitivité, de son importance pour le rayonnement culturel et économique de la France. On y parle certes de postes statutaires pour les jeunes chercheurs, mais pas une ligne sur la précarité.

" *Et en même temps ce qui est horrible c'est que c'est vrai que l'Etat se désengage et que c'est un scandale, et qu'on n'a plus d'argent en recherche publique. C'est vraiment scandaleux, c'est ignoble.*", explique Jean, qui, bien que très critique envers les omissions de ce mouvement, l'estime malgré tout légitime. En effet, le budget de la recherche, de même que celui de l'enseignement et

d'autres secteurs " inutiles ", a subi depuis les années 80 nombre d'attaques : annulation du plan de recrutement pluriannuel destiné à pallier aux départs en retraite massifs en 2002, annulation de 140 millions d'euros du budget 2002 et gel de crédits, puis baisse du budget de 2003. En tout, 468 millions d'euros. Cette situation affecte particulièrement les jeunes chercheurs, en abaissant encore le nombre de postes, déjà extrêmement bas.

Outre le budget, les mesures récentes du gouvernement en matière de pilotage de la recherche sont catastrophiques pour les chercheurs. En 2002, le gouvernement Jospin crée deux fonds nationaux dont le but est de financer des sujets spécifiques dictés par le gouvernement. Sous Raffarin, ces fonds ont reçu un financement de 400 millions d'euros alors que les sommes distribuées aux organismes de recherche diminuaient. Ces grands axes donnés par le gouvernement ne concernent pas la recherche fondamentale, considérée comme non-productive, voire pas porteuse, où seuls les sujets qui répondent à des critères précis ont des chances de retenir l'attention. Christelle Bonnet (post-doc à Orsay) témoigne : " *Il y a des sujets plus ou moins porteurs, des bonus épisodiques sur certains d'entre eux comme le sida ou le cancer. Les appels d'offres concernent surtout ces sujets-là.*" La

### **Certains labos disent " brûler des étudiants ", les exploitent puis les remplaçant par de nouveaux thésards.**

crise a posé la question de la place de la recherche publique en France, le désengagement de l'Etat ayant précisément pour but de la faire reprendre par le privé. Les chercheurs en sciences fondamentales comparent volontiers leur cas à celui de la culture, les connaissances qu'ils développent ayant surtout une valeur intellectuelle. " *Après la question c'est de savoir si la France peut se payer ça* " interroge Muriel Delepierre (chef de Labo à l'Institut

**29** janvier : Première manifestation à Paris à l'appel des syndicats. Elle est récupérée par SLR.

**27** février : Claudie Haigueré, ministre de la Recherche, annonce la création de 120 postes de statutaires et le déblocage des crédits gelés.

**3** mars : Journée " Science en berne " : cours donnés sur le parvis du Collège de France, rebaptême de la station Pasteur en " La rage " et sit-in à la Sorbonne.

**5** mars : Jean-Pierre Raffarin annonce vouloir injecter 3 milliards d'euros en trois ans et un financement à hauteur de 3% du PIB pour le budget de la recherche en 2010.



MARIE LÈVE TOI

ILS  
SONT  
DEVINÉS

LUTTE

SAUVONZ  
la recherche

SAUVONZ  
la recherche

SAUVONZ  
la recherche

LUTTE



Ci-dessus. Christelle Bonnet, post-doc à Orsay.

Page précédente.  
Manifestation de chercheurs  
le 13 mars 2004.

**9** mars :  
Journée de  
grève et  
Assemblée  
Générale des chefs de  
labo. 2 000 d'entre eux  
démissionnent de leurs  
fonctions administra-  
tives.

**19** mars :  
Manif  
à  
Paris  
de 15 000 chercheurs à  
l'appel de SLR et de 14  
syndicats.

**23** mars : la  
direction du  
CNRS refuse  
les démissions.

**7** avril : Le gouverne-  
ment accorde les  
1 000 postes réclamés.

Pasteur). Le gouver-  
nement déclarait  
pour sa part une  
hausse du budget  
de la recherche.  
Mais sans prendre  
en compte les som-  
mes non versées en  
2002 et 2003, ne  
s'intéressant qu'aux  
sommés consa-  
crées à la recherche  
et non à la part du  
PIB qu'elles repré-  
sentent (régulière-  
ment en baisse).  
D'autre part, sa  
répartition désavan-  
tage systématique-

ment les universités, dont les moyens sont  
bien plus réduits. Les principales victimes de  
ces désaffections sont les personnels non sta-  
tutaires. Les étudiants ou post-doc sont  
confrontés à une pénurie de postes, les per-  
sonnels techniques sont également touchés.  
Jean décrit la situation à Jussieu : *" Aujourd'hui  
il n'y a plus d'ouvriers de service, c'est rem-  
placé par des boîtes d'intérimaires qui sont des  
esclavagistes "*. Les personnels administra-  
tifs se font rares également, Sébastien en  
témoigne : *" On est resté 6 mois sans secré-  
taire, alors mon directeur de labo l'a remplacé,  
d'ailleurs on n'avait pas de technicien non  
plus "*. La recherche de financements étant  
très fastidieuse, les tâches administratives  
prennent ainsi une part importante dans leur  
métier.

Si la mobilisation est parvenue à gagner  
l'ensemble de la recherche, c'est par des  
revendications modestes mais indiscutable-

ment justes. Pourtant il existe, dans le territoire  
même de la lutte, un fractionnement qui ne  
s'est pas vraiment révélé durant le mouve-  
ment : des différences de statuts et d'intérêts.  
Une situation en partie due à une absence  
d'expérience, mais aussi à des origines de  
classes. Arriver à bac +8 nécessite l'accès à  
des structures réservées à la bourgeoisie. Une  
situation qui empêche une remise en cause de  
la place prépondérante des chercheurs les  
plus " aisés " par les précaires, plus ou moins  
issus du même monde.

**... mais qu'est-ce qu'on rigole !** Certes,  
une certaine victoire matérielle est indiscuta-  
ble : récupération des 550 postes de titulaires  
supprimés (200 postes de chercheurs et 350  
d'ingénieurs, techniciens et administratifs),  
des crédits bloqués en 2002, et création pour  
les universités de 150 postes d'Ater (adjoints  
d'enseignement), 150 de personnels tech-  
niques (ATOS), 700 d'enseignants-chercheurs –  
janvier 2005. Elle est pourtant à nuancer.  
D'abord par les diverses tentatives de récupé-  
ration politique qui y ont contribué : du prêt  
d'une salle des fêtes par Delanoë pour l'AG du  
9 mars, au suspense laissé par la direction du  
CNRS durant l'entre-deux tours des régiona-  
les, en passant par les tentatives d'Allègre, vite  
rabroué par les réminiscences du " mam-  
mouth ", certains en viennent à dire que cette  
configuration particulière a poussé SLR à  
négocier directement avec le gouvernement...  
en négligeant la base. De plus, cette victoire  
ne fait que ramener la recherche à une situa-  
tion antérieure, qui était déjà catastrophique :  
Betty pointe le manque, qui demeure, de  
610 millions d'euros constants par rapport à  
la loi de finance de 2002. Certes, la victoire se  
mesure sur d'autres plans : le ralliement à la  
cause de la recherche de 82% de l'opinion  
publique, par exemple. D'après Georges, il

s'agit d'un " *vrai recul idéologique* ", et si la victoire est surtout symbolique, elle reste une victoire, qui encouragera d'autres luttes, génère une nouvelle fierté du métier, et soude la profession. Jean remarque également que l'aspect non commercial, démonétisé de l'échange, expérimenté au quotidien chez les chercheurs (achat d'une bactérie et duplication pour en faire profiter les autres, développement de Linux, diffusion gratuite d'articles) – et ce malgré l'encouragement au breveteage – s'est trouvé renforcé par le mouvement, qui a précisément mis en valeur le refus de la privatisation, de la non-diffusion de la recherche.

Pourtant, nombre de revendications demeurent, relayées en partie par la tenue prochaine des Etats Généraux (EG). Mais les avis à ce sujet divergent : si certains, comme Betty, y placent un réel espoir, d'autres " *préfèrent y croire parce que sinon il n'y a rien* ", et beau-

## **La victoire encouragera d'autres luttes, génère une nouvelle fierté du métier, et soude la profession.**

coup n'y croient pas du tout – Jean les qualifie même de " *hochet qui fait croire aux gens qu'ils sont en démocratie* ". SLR a négocié pour l'occasion la création d'un comité indépendant du gouvernement (au sein duquel ses membres sont nombreux), pour coordonner et synthétiser les EG. Quatre thèmes ont été définis : recherche et société, structure et financement de la recherche, statuts de personnels et évaluations. Les EG se veulent ouverts à des personnalités diverses : politiques, présidents d'université, Act-up ou Attac, mais aussi aux étudiants et aux précaires, dont l'entrée en masse constitue un

espoir réel aux yeux de Georges. Ils ambitionnent également un fonctionnement démocratique, même si la réflexion s'exerce au sein des comités de sites (labos), dont la synthèse remonte vers les comités régionaux, puis vers le comité national, avec au-dessus une structure officiellement désignée, le CIP (Conseil Indépendant de Proposition). D'autre part,

la peur de perdre le contrôle sur la loi promise pour décembre, entre autres parce que les chercheurs maîtrisent mal ce type d'écriture, est une inquiétude réelle. Comme toute lutte qui débute, ce mouvement n'a pas évité certains écueils, notamment ceux de la plateforme minimaliste et du corporatisme. Toutefois, les chercheurs étant passés du statut de travailleurs besogneux à celui forgé par un territoire en lutte, ils sont susceptibles de développer d'autres comportements. Les précaires ayant lutté pour améliorer le jardin qu'on leur refuse, ils se décideront peut-être un jour à se libérer de leur statut de journalier agricole. La contestation, aussi timide soit-elle, peut-elle disparaître sitôt éclos ? Des suites sont à prévoir. Espérons seulement que cette fois la lutte sera menée par ceux qu'elle concerne au plus près.

**Beauté nébreuse et La Cane Hardeuse**  
photos de Chloé Créac'h / A Vif(s)



Ci-dessus. Alain Chaffotte, chercheur statutaire à l'Institut Pasteur.